

COMMUNIQUÉ

Dans les lycées professionnels, une rentrée 2020 à l'opposé des enjeux sanitaire, économique et écologique

Le contexte sanitaire et économique, le confinement comme la reprise épidémique largement prévisible, auraient dû être à l'origine d'une préparation sérieuse et rigoureuse de cette rentrée scolaire. Or, le ministre en a décidé autrement préférant minimiser les consignes sanitaires et refusant tout aménagement d'organisations pédagogiques dans les établissements. Il maintient toutes ses réformes même si ces dernières vont renforcer les inégalités sociales et scolaires. Agissant ainsi, il démontre ne prendre aucunement en compte l'effondrement économique déjà engagé et ses impacts sur l'avenir des jeunes.

À quelques jours de la rentrée, le flou autour de l'obligation du port du masque, le refus de les financer pour tous les jeunes, le manque de perspectives claires pour les personnels à risque comme l'absence de consignes nationales dans les lieux de brassage, cantine, internats, transport scolaire... sont autant d'éléments révélant que les inquiétudes légitimes et la santé des personnels et des familles ne sont pas sa priorité. A sa proposition d'internats d'excellence, le SNUEP-FSU lui oppose l'urgence de créer des internats dans tous les lycées professionnels et de mettre en œuvre des politiques concertées pour rénover ceux existants au regard aussi des critères sanitaires.

Le SNUEP-FSU dénonce son entêtement à ne pas se saisir de la sécurisation des ateliers en lycées professionnels et des difficultés accrues pour les personnels à trouver des lieux de stage. Il dénonce aussi son obstination à vouloir développer l'apprentissage au détriment des formations professionnelles scolaires - alors même que les ruptures de contrats provoquent l'augmentation du nombre de jeunes sans qualification.

Le plan jeunesse du gouvernement, qui s'adresse aux jeunes les moins qualifiés ou les plus éloignés de l'emploi, révèle que la précarisation de tout un pan de la jeunesse fait partie de leur projet de société - à l'opposé ici des principes de justice sociale et d'égalité. L'Éducation nationale, donc la formation qualifiante et diplômante, est quasiment exclue de plan. Aucune place d'accueil supplémentaire n'a été financée en lycée professionnel dans les filières fléchées comme prioritaires (tourisme, industrie, soin et santé à la personne...). Aucune création dans les métiers de la transition écologique. Pire, le projet pour les jeunes décrocheurs consiste en un programme de mobilisation de 4 mois qui validerait des compétences comportementales délivrées en « open badges » (sorte de médaille numérique sans aucune valeur scolaire ni professionnelle).

Le SNUEP-FSU dénonce avec force ce programme purement scandaleux ! Il rappelle que les enseignant-es de la voie professionnelle produisent des parcours de réussite pour des jeunes souvent très éloignés des attendus scolaires. Ils en produiraient d'ailleurs davantage si le ministre ne s'évertuait pas à saboter et démanteler la voie professionnelle publique ! Il s'agit ici aussi d'un mépris avéré pour les personnels travaillant dans les dispositifs de lutte contre le décrochage (MLDS) dont l'efficacité sur le terrain est plébiscitée et qui voient pourtant leurs budgets fortement réduits cette année.

Les 6,5 milliards débloqués pour financer ce plan sont en réalité des aides conséquentes offertes aux entreprises pour les inciter à pallier en urgence voire à tenter de masquer les véritables chiffres du chômage qui s'annoncent.

Enfin, en s'exprimant en continu sur les états généraux du numérique, le ministre présente le travail à distance comme l'alpha et l'oméga des évolutions du métier d'enseignant. Il se dit « prêt » pour des scénarios hybrides présentiel /distanciel alors même qu'aucune solution ni proposition nouvelle n'ont été envisagées pour faire face aux multiples problèmes connus car éprouvés pendant le confinement par les personnels et les jeunes.

Pour le SNUEP-FSU investir dans la formation professionnelle publique solide et ambitieuse doit être une priorité car elle permet à tous les jeunes d'accéder à un premier niveau de qualification certifiée par un diplôme reconnu par les conventions collectives. Ce choix sécuriserait les parcours scolaires des jeunes et

éviterait les effets d'aubaines déjà à l'œuvre : certaines entreprises licencient des apprentis, des intérimaires ou de jeunes salariés pour les remplacer par des contrats précaires afin de récupérer les primes prévues au plan jeunesse.

Pour le SNUEP-FSU la réforme de la voie professionnelle doit être abrogée et du temps d'enseignement général et professionnel doit être rendu aux jeunes pour rattraper le retard accumulé par les élèves et anticiper les scénarios de fermetures d'établissements. Les lycées professionnels forment à des métiers dont l'utilité sociale a été révélée et confortée pendant le confinement. Ils doivent être financés à la hauteur des besoins mais aussi des enjeux sanitaire, économique et écologiste.

Valoriser la voie professionnelle passe aussi par la reconnaissance salariale des professeur-es de lycée professionnel (PLP). De 10 milliards d'euros annoncés en janvier, l'enveloppe pour la revalorisation des salaires des enseignant-es s'est réduite à 400 millions environ. Le SNUEP-FSU exige une mesure générale d'augmentation du point d'indice et des grilles indiciaires dont le métier de PLP à besoin. De plus, il revendique la pondération des heures de classe à examen et la mise en paiement de l'indemnité de professeur-e principal-e dans les classes de SEGPA.

Leur avenir *c'est mon métier*

